



Iran : les femmes à la tête de la révolte sociale

Depuis maintenant un mois, dans tout le pays, la population insurgée affronte une dictature féroce. Les morts se comptent par dizaines, les arrestations par milliers. Le 16 septembre, lors d'une arrestation par la police des mœurs au prétexte qu'une mèche de cheveux dépassait de son voile, une jeune femme, Mahsa Jina Amini, a été tuée au poste de police, ce qui a déclenché une révolte nationale. De jeunes femmes d'abord, qui se sont dressées les premières contre le pouvoir, suivies de tous ceux dont les colères se sont accumulées en plus de quarante ans de dictature : minorités nationales, jeunesse, monde du travail et même des couches jusque-là privilégiées de l'Iran. Après l'explosion sociale cet été au Sri Lanka, ce qui se passe en Iran annonce d'autres tempêtes sociales.

« Femme, vie, liberté »

C'est le slogan des insurgés scandé sous les balles dans les manifestations, et jusqu'ici en France lors des manifestations de soutien. Par dizaines de milliers, elles ont décidé que personne ne déciderait à leur place comment elles doivent s'habiller, ni surtout, ne leur dirait quoi faire de leur vie. De nombreux hommes, jeunes et anciens, se sont joints à leur combat.

Dès lors, cette déferlante révolutionnaire des femmes a révélé tout le courage des milieux populaires, l'inventivité d'une jeunesse à contrer la répression, contourner la censure, la solidarité de nombreux commerçants qui ferment leurs magasins, du Kurdistan jusqu'à Téhéran, la capitale. Les tirs à balles réelles des voltigeurs à moto dans les quartiers ouvriers et les bidonvilles, les arrestations et les tortures, rien n'arrête pour le moment ce soulèvement.

Les insurgées et leurs compagnons de lutte ne s'en prennent pas à la religion, mais à son clergé chiite, son hypocrisie qui laisse les brimades aux pauvres et la liberté aux gens bien nés. Ils luttent aussi contre l'inflation de plus de 60 % qui dévore des salaires de misère, souvent impayés, contre les privilèges et la corruption, pour le droit aux études et à la santé, une vie digne pour les anciens et la fin de la pauvreté.

Samedi 8 octobre les manifestations ont redoublé. Les premiers appels à la grève nous parviennent, et les travailleurs des raffineries d'Abadan, secteur stratégique, car l'Iran est un grand pays producteur de pétrole et de gaz, ont paralysé la moitié des sites. Les travailleurs commencent à entrer sur la scène politique sur leurs lieux de travail. Le bazar de Téhéran, le grand centre où se font toutes les affaires et les échanges, était fermé.

Les gouvernements occidentaux regardent cela avec inquiétude, car ils savent que les mobilisations qui font tomber des régimes peuvent donner des idées ailleurs.

Nous sommes toutes et tous concernés

Alors une révolution ? Les nantis et mollahs de là-bas comme les nantis et gouvernants bien de chez nous semblent le craindre. Il semble que des voix officielles s'interrogent sur négocier plutôt que réprimer... Trop tard : du côté de la base de la société, il s'agit de renverser ce régime, de tourner la page.

Oui, bien sûr, les printemps arabes il y a dix ans ont été suivis de contre-révolutions. Et c'est une autre révolution qui avait renversé, en 1979, la dictature du Shah pour aboutir à celle de Khomeini et des mollahs, faute d'autres perspectives ouvertes par la gauche iranienne et les organisations ouvrières. Alors les périls sont grands, mais comme le clament les Iraniennes et Iraniens insurgés, « nous n'avons rien à perdre ».

Les étincelles qui couvaient sous les cendres ressurgissent ces derniers mois de par le monde, et l'incendie social menace plus que jamais les puissants.

Le pouvoir iranien pensait s'en sortir par les mensonges de sa propagande, les balles ne suffisant visiblement pas. Mais lors du journal télévisé du 9 octobre, vu par des millions d'Iraniens, une intervention vantant le Grand Guide Suprême a été coupée par de jeunes hackers, appelant au renversement du régime et dénonçant la répression.

Rien ne se passe comme prévu pour la dictature, tout devient possible, c'est aussi à cela qu'on reconnaît parfois les révolutions.

Réactions en chaîne

La colère gronde dans les usines Stellantis, alimentée par l'inflation et les bénéfiques records qui gonflent les dividendes des actionnaires. Face à des débrayages qui se multipliaient depuis, la direction a lâché une prime allant de 500 € à 1000 €. Un montant si bas que l'annonce a provoqué une vague de débrayage dans la quasi-totalité des usines du pays, Hordain, Sochaux, Mulhouse, Douvrin, Valenciennes, Caen... la réaction a été massive et claire : les salariés veulent des augmentations de salaires et cette prime ne suffit pas.

Après ce premier round, la colère n'est pas retombée. Des assemblées sont prévues sur les sites pour préparer la suite. Il faudra frapper encore plus fort pour faire craquer Tavares (le PDG de Stellantis), mais les ouvriers en lutte ont déjà ouvert une brèche. Et d'autres pourraient bien les suivre !

Prime de 1000 €? Alerte à l'arnaque !

La direction de Renault – suivie par certains syndicats - annonce fièrement une prime Macron de plus de 1000 € par salarié. Mais la réalité est loin de leur pub : la prime seule s'élève à 500 €, plus 100 € de « prime transport ». Le reste, ce sont des économies sur les cotisations à la mutuelle ou des rachats de congés qui ne coûteront quasiment rien à Renault et seront payés de notre poche. Leurs mensonges mis à part, ce n'est pas une prime ponctuelle qu'il nous faut. L'inflation n'est pas ponctuelle : pour vivre dignement, il faut des augmentations de salaires conséquentes, générales et durables pour tous, salariés Renault et prestataires. Alors, n'attendons pas

Petit papa NAOËL

Pour tenter de faire passer la pilule de cette fausse prime de 1000 € et pour gagner du temps, la direction a promis d'anticiper les NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) en décembre 2022 au lieu de février 2023. Mais elle ne s'est engagée ni à rétablir les AGS (Augmentation Générale de Salaire) aux ETAM, ni à les verser aux Cadres. Et comme ça fait longtemps qu'on ne croit plus au père Noël, il va falloir secouer le sapin.

Bromance patronale

Dans Le Parisien du dimanche 2/10, Carlos Tavares et Luca De Meo se sont prêtés à une interview commune. Dans une harmonie touchante, ils échangent sur les difficultés de la vie des patrons de l'automobile : le « sentiment autophobe » en France, la stigmatisation à cause de la pollution, la concurrence chinoise « déloyale », la crédibilité perdue depuis le Dieselgate (lorsque De Meo travaillait...chez Volkswagen !).

On en pleurerait... Mais concernant la casse sociale, pas de soucis : De Meo a fait un choix qu'il a « presque envie de qualifier de romantique de reconnecter la marque avec le pays ». Vous voyez des postes supprimés ? Des salariés poussés dehors ? Vous manquez de romantisme... En tout cas, nous pouvons nous inspirer de cette amitié émouvante : serrons-nous les coudes,

qu'on travaille chez PSA ou Renault, et battons-nous ensemble pour nos salaires et notre avenir !

De Moins en Moins d'ingénieurs

De Meo s'est à nouveau épanché dans la presse en expliquant que « pour la transition énergétique, il faut laisser faire les ingénieurs ». Plutôt une bonne idée, mais alors pourquoi continuer de les virer en masse ?

Megane E-Tech : l'essayer c'est l'adopter ?

La direction a lancé la campagne d'essai de la nouvelle Megane 5 « E-Tech » qui permet à des salariés de rouler avec. Mais attention : vu son prix (37 200 € pour la version de base) et le niveau de nos salaires, mieux vaut ne pas trop s'habituer à la conduire !

Total préfère bloquer le pays, plutôt qu'augmenter les salaires

Après Retailleau (LR) qui parle des travailleurs des raffineries « qui prennent en otage la France », c'est à Aurore Bergé, présidente du groupe Renaissance à l'Assemblée : « [La grève] pénalise qui ? Aujourd'hui, c'est pas surtout Total qui est impacté, c'est les Français qui bossent ! » Comme si les travailleurs des raffineries ne bossaient pas et ne subissaient pas aussi l'inflation !

Total, en profiteur de crise, a fait 18 milliards de profits rien qu'au 1er semestre 2022 – du jamais vu ! – mais il refuse d'octroyer les 10 % d'augmentation revendiqués par les grévistes... et ce serait de leur faute ? Non, c'est Total qui bloque le pays !

Caisses de retraite : déficit ou bénéfice ?

Olivier Dussopt, ministre du Travail, était jeudi 6 octobre à France Inter pour justifier le recul de l'âge de la retraite, pronostiquant un déficit de 15 milliards d'euros en 2030. Ce calcul suppose une croissance très faible et, de toute façon, les fameux « trous » supposés des caisses de sécurité sociale sont créés par le gouvernement à coup d'exonérations de cotisations pour les patrons !

Mais le plus drôle est que le ministre a dû admettre que, pour l'instant, les caisses de retraite sont... bénéficiaires (trois milliards en 2022) ! Du coup, on remet la retraite à 60 ans ?

Marche du 16 octobre : pour l'augmentation des salaires, tous dans la rue !

La France insoumise et les partis de la Nupes appellent ce dimanche 16 octobre à une « marche contre la vie chère et l'inaction climatique ». Si elle était un succès, une telle manifestation donnerait confiance à tous. Que les nombreuses luttes en cours s'unifient et s'amplifient, c'est justement ce que craint le patronat. Soyons donc nombreux dans la rue ce jour là ! Non pas pour exiger seulement des blocages des prix, ou un « référendum » pour la taxation des « super-profits », qui renvoie à plus tard et aux arcanes parlementaires, mais bien pour exiger tout de suite et partout, l'augmentation générale des salaires ! C'est encore le meilleur moyen de « taxer » les profits !

